

---

## Chambre des Représentants.

---

SESSION DE 1844 — 1845.

---

### COMMISSION DES PÉTITIONS.

---

FEUILLETON N° 1.

---

**M. DE FLORISONE, 1<sup>er</sup> Rapporteur.**

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1.	540.	Par pétition datée de Mons, le 4 décembre 1843,
----	------	---

La dame Smets, veuve Legrand, demande que son fils aîné, soldat au 3<sup>e</sup> régiment de chasseurs à pied, milicien de l'année 1841, soit libéré du service militaire, en qualité de fils aîné de veuve, le sieur Legrand étant décédé le 16 novembre 1843. — Concl. — Ordre du jour.

2.	570.	Par pétition datée de Vilvorde, le 30 novembre 1843,
----	------	--

Le sieur Jean-Baptiste Vanderhelst, exerçant l'état de cordonnier, se plaint que la députation permanente du conseil provincial a maintenu la décision du conseil de milice, qui le désigne pour le service militaire. — Concl. — Ordre du jour.

3.	775.	Par pétition également datée de Vilvorde,
----	------	---

La dame Vander Elst demande que son fils Jean-Baptiste soit exempté du service militaire; sa réclamation ayant été rejetée par la députation permanente du conseil provincial, elle s'adresse à la Chambre pour que son fils lui soit rendu — Concl. — Ordre du jour.

4.      798.      Par pétition datée de Boussu, le 14 février 1844,  
Pierre-Joseph De Hane, milicien de l'an 1841, réclame contre une décision par suite de laquelle l'exemption du service, qu'il avait obtenue, se trouve annulée. — Concl. —  
Ordre du jour.
5.      799.      Par pétition datée de Boussu, le 14 février 1844,  
Le sieur Antoine Deprez se plaint d'avoir été désigné pour faire partie de la classe de 1843, tandis qu'il soutient avoir été incorporé dans celle de 1842. — Concl. — Ordre du jour.
6.      611.      Par pétition datée d'Hallembaye, le 17 décembre 1843,  
Le sieur Thomas Duria demande que son fils unique, qui fait partie de la levée de l'an 1842, soit exempté du service militaire. — Concl. — Ordre du jour.
7.      539.      Par pétition datée de Chératte, le 5 décembre 1843,  
La dame Lebeau, veuve Detilloux, demande que son second fils soit exempté du service militaire. — Concl. —  
Ordre du jour.
8.      738.      Par pétition datée de Menin, le 31 janvier 1844,  
Le sieur César Pynaert, milicien de l'an 1840, dont le substituant dans la milice nationale a été condamné à la déchéance du rang militaire, demande à être exempté de fournir un nouveau substituant. — Concl. — Ordre du jour.
9.      676.      Par pétition sans date,  
L'administration communale de Rekem, province de la Flandre occidentale, demande que la députation du conseil provincial soit autorisée à diminuer le contingent assigné à cette commune dans la répartition annuelle et prie la Chambre de reviser la loi sur le domicile de secours. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et dépôt au bureau des renseignements.
10.     695.      Par pétition datée de Huy, le 19 janvier 1844,  
Le sieur Dumoulin, dans l'intérêt des bonnes mœurs et du trésor public, demande la révision des dispositions de la loi sur la milice en ce qui concerne le remplacement, et qu'à cet effet une commission soit instituée par la Chambre des Représentants. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

11.      761.      Par pétition datée de Petit-Enghien, le 10 février 1844,  
Quelques miliciens de cette commune demandent une interprétation législative de l'art. 94 de la loi du 8 janvier 1817, sur la milice; l'interprétation donnée par l'arrêté royal du 28 mai 1825, leur paraissant contraire au texte de la loi qui semble ne point faire dépendre l'exemption du second fils d'une famille de l'éventualité de l'appel ou du non appel du troisième. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et dépôt au bureau des renseignements.
12.      646.      Par pétition datée de Mons, le 28 décembre 1843,  
Le sieur Legrand, ancien militaire, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement d'une somme de 51 florins 60 cents, que lui doit l'ancien gouvernement pour sa masse d'habillements. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
13.      580.      Par pétition datée de Vilvorde, le 11 décembre 1843,  
Le sieur F. de Man, ancien major en retraite, demande une modification à la disposition de la loi du 17 février 1835 qui impose aux légionnaires l'obligation de produire un certificat d'indigence pour être admis à jouir de la dotation accordée aux légionnaires de l'Empire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
14.      874.      Par pétition du 20 mars dernier,  
Un grand nombre de cultivateurs et éleveurs de bestiaux de la Flandre orientale demandent : 1° le retrait de l'arrêté du 23 septembre 1843, sur le transit des bestiaux; 2° l'uniformité des droits d'entrée sur le bétail, et 3° l'abolition ou tout au moins une modification à la loi de 1835, relative aux droits d'entrée sur le bétail maigre. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements pour la première et la seconde partie de la pétition, et pour la troisième partie, renvoi à M. le Ministre des Finances et à la section centrale chargée de l'examen du projet de loi sur le transit du bétail.
-

**M. DE MAN D'ATTENRODE, 2<sup>e</sup> Rapporteur,**

15.      511.      Par pétition datée de Gand, le 30 novembre 1843,  
Le sieur De Roy demande qu'on accorde une indemnité aux officiers de la réserve qui, par l'arrêté du 6 décembre 1839, ont été privés d'une partie de leur solde. — Concl. — Ordre du jour.
16.      532.      Par pétition datée de Bruxelles, le 2 décembre 1843,  
Le sieur Cammaert, décoré de la croix de fer, réclame la gratification accordée, lors de l'inauguration de S. M., à ceux qui ont obtenu la même décoration. — Concl. — Ordre du jour.
17.      579.      Par pétition datée de Fexhe-Slins, le 21 novembre 1843,  
Le sieur Remi Walther, blessé de septembre, demande une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.
18.      645.      Par pétition datée de Liège, le 26 avril 1844,  
Le sieur Velu, ancien brigadier des douanes, prie la Chambre de lui faire obtenir les arrérages de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
19.      677.      Par pétition datée de Borgerhout, le 17 janvier 1844,  
Le sieur Govers demande une place à la boulangerie militaire à Bruxelles. — Concl. — Ordre du jour.
20.      693.      Par pétition datée de Willebroeck, le 20 janvier 1844,  
Le sieur Joseph-Ferdinand De Plunkett, receveur des contributions directes et accises à Willebroeck, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir sa pension de retraite. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
21.      701.      Par pétition datée de Liège, le 26 janvier 1844,  
Le sieur Jacquet prie la Chambre de lui faire obtenir une récompense pour des services rendus lors de la révolution. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
22.      752.      Par pétition datée de Tournay, le 22 décembre 1844,  
Le sieur Anciaux, capitaine pensionné, demande une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.
23.      857.      Par pétition datée de Dixmude, le 12 mars 1844,  
Quelques distillateurs de la Flandre occidentale présen-

tent des observations contre les droits d'octroi dont sont frappés les genièvres à l'entrée des villes, et demandent qu'il soit interdit aux administrations communales d'élever ces droits d'une manière exagérée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

24.      904.      Par pétition datée de Louvain, le 30 mars 1844,  
Plusieurs brasseurs et électeurs à Louvain demandent que la loi du 5 ventôse an VIII, relative aux octrois municipaux, soit abrogée et qu'on ne puisse établir, dans les tarifs des octrois, des droits différentiels entre les productions similaires du pays. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
25.      902.      Par pétition sans date,  
Quelques distillateurs établis dans la province de Brabant se plaignent de l'élévation toujours croissante des droits établis à l'entrée des villes sur les boissons distillées, et prient la chambre d'empêcher l'exagération de ces droits. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
26.      934.      Par pétition sans date,  
Plusieurs distillateurs dans la Flandre orientale demandent que des mesures soient prises pour empêcher l'exagération des droits établis à l'entrée des villes sur les boissons distillées. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
27.      972.      Par pétition datée de Gand, le 19 mai 1844,  
Plusieurs distillateurs établis à Gand, présentent des observations contre la pétition des distillateurs agricoles de la Flandre orientale, tendant à ce qu'il soit pris des mesures pour empêcher l'exagération des droits d'octroi dont sont frappés leurs produits, à l'entrée des villes, et demandent que la déduction de 15 p. % sur le droit d'accise leur soit retirée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
28.      984.      Par pétition sans date,  
Les sieurs Van den Bogaerde, Verschaeve et Tremery, distillateurs à Ypres, présentent des observations contre la pétition des distillateurs agricoles tendant à ce que des mesures soient prises pour empêcher l'exagération des droits d'octroi à l'entrée des villes, sur les produits de leur industrie, et demandent que la réduction de 15 p. % sur le droit d'accise leur soit retirée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

29.      842.      Par pétition sans date,  
Le sieur Rowet, ancien préposé des douanes de 1<sup>re</sup> classe, demande une augmentation de pension ou sa commission pour faire de nouveau son service dans la douane. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
30.      894.      Par pétition datée de Liège, le 8 décembre 1844,  
Quelques membres de la Légion-d'Honneur réclament les arriérés de leur pension comme légionnaires. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
31.      897.      Par pétition sans date,  
Plusieurs cultivateurs et éleveurs de bestiaux, dans les Flandres et dans la province de Hainaut, présentent des observations contre le transit du bétail provenant de la Hollande. — Concl. — Ordre du jour.
32.      908.      Par pétition datée de Bruges, le 16 avril 1843,  
Le sieur Charles Pollet, ancien soldat pensionné du chef d'infirmités contractées au service, demande une augmentation de pension. L'administration communale de Cortemarck prie la chambre d'accorder cette demande. — Concl. — Ordre du jour.
33.      910.      Par pétition datée de Vracene, le 18 avril 1844,  
Le sieur Laureys, ancien militaire, congédié pour la perte d'un œil, demande une pension. — Concl. — Ordre du jour.
34.      930.      Par pétition datée de Clercken, le 4 mai 1844,  
La veuve Ramant demande que son fils Charles-Louis soit libéré du service militaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
35.      935.      Par pétition datée d'Exaerde, le 4 mai 1844,  
Le comte de Kerchove d'Exaerde, ancien commissaire de milice du district d'Eecloo, demande que dans les familles où il y a des filles, le fils unique soit exempté du service de la milice nationale. — Concl. — Ordre du jour.
36.      951.      Par pétition datée de Gand, le 10 janvier 1844,  
Le sieur De Mangeer, major pensionné, décoré de la Légion-d'Honneur, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement de sa pension comme légionnaire et des arriérés de cette pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

37.      955.      Par pétition datée de Bruxelles, le 12 mai 1843,  
Le sieur Proost, désirant soumettre un plan pour la conservation des anciens registres de l'état civil demande qu'on lui confie les registres de l'une ou l'autre commune. — Concl. — Ordre du jour.
38.      961.      Par pétition sans date,  
Le sieur Senault, officier des douanes en retraite, demande une augmentation de pension ou sa mise en activité de service. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
39.      962      Par pétition sans date,  
Le sieur Velez, blessé de septembre, décoré de la croix de fer, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
40.      968.      Par pétition datée de Hasselt, le 19 mai 1844,  
Le sieur Josse, sergent au 11<sup>e</sup> régiment de ligne, décoré de la croix de fer, demande qu'il soit accordé une pension annuelle de cent francs à tous les militaires au-dessous du grade d'officier qui ont obtenu la décoration de la croix de fer. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
41.      979.      Par pétition datée de Rymenam, le 16 mai 1843,  
Le sieur Verstraeten, ancien militaire, demande une pension. — Concl. — Ordre du jour.
42.      980.      Par pétition sans date,  
Le sieur Righiny de Lambertini, ancien militaire, congédié pour infirmités contractées au service, demande une pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
43.      981.      Par pétition datée de Molenbeek-St-Jean, le 21 mai 1844,  
Le sieur Bulens, fabricant à Bruxelles, demande qu'on lui accorde, en location ou à forfait, la main-d'œuvre du dépôt de mendicité de la Cambre. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
-

**M. DE TORNACO, 3<sup>e</sup> Rapporteur.**

44.      551.      Par pétition du 9 décembre 1843,  
                 Quelques habitants de Stevoort demandent que la recette  
                 des contributions directes et accises qui se trouve dans  
                 cette commune ne soit pas supprimée. — Concl. — Ordre  
                 du jour.
45.      556.      Par pétition datée de Verviers, le 8 décembre 1843,  
                 Le sieur Wauters demande que l'exploitation de la  
                 cantine à la salle d'attente à Malines soit mise en adjudication. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux  
                 Publics.
46.      696.      Par pétition datée de Beaumont, le 19 janvier 1843,  
                 Le sieur Bricoux offre de faire connaître au Gouverne-  
                 ment le moyen d'empêcher les waggons de sortir des rails,  
                 si la Chambre veut exempter son fils Charles du service  
                 militaire. — Concl. — Ordre du jour.
47.      807.      Par pétition datée de Bauffe, le 18 février 1844,  
                 Le sieur Marchand demande que l'église à construire à  
                 Bauffe soit bâtie à l'emplacement de l'ancienne église ou  
                 sur un terrain communal. — Concl. — Renvoi à M. le  
                 Ministre de la Justice.
48.      890.      Par pétition datée de Bouillon, le 21 février 1844,  
                 Le sieur Perroux, pâtissier-traiteur à Bouillon, né à  
                 Chateaudun (France), demande d'être dispensé du droit  
                 d'enregistrement auquel sera soumise sa naturalisation  
                 ordinaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Fi-  
                 nances.
- 

**M. ZOUDE, 4<sup>e</sup> Rapporteur.**

49.      279.      Par pétition datée de Beine, le 21 avril 1844,  
                 Le sieur Renzonnet réclame l'intervention de la Chambre  
                 pour obtenir une indemnité du chef des pertes, qu'il a  
                 essuyées comme fermier de la barrière de Battice. — Concl.  
                 — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

50. 817. Par pétition sans date ,  
Le sieur Joly, casernier à la caserne du Faucon, à Anvers, dont la condamnation au paiement du droit de consommation sur les boissons distillées a été annulée, demande la restitution de l'amende qu'il a encourue du chef de cette condamnation. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
51. 381. Par pétition de Bruxelles, le 8 juin 1844,  
Le sieur Braive réclame l'intervention de la Chambre pour qu'il soit donné suite à sa demande tendant à être réintégré dans son grade de major d'infanterie. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre, avec demande d'explications.
52. 865. Par pétition datée d'Arlon, le 12 mars 1844,  
Le conseil communal d'Arlon demande le maintien de la loi du 6 juin 1839. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Affaires Étrangères.
53. 630. Par pétition datée de Hamerenne, le 31 décembre 1843,  
Les habitants du hameau de Hamerenne, dépendant de la commune de Rochefort, demandent qu'une loi les autorise à partager des biens communaux non boisés. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
54. 724. Par pétition non datée,  
Les sieurs Mignet et Lallemand demandent le partage de terrains incultes appartenant à la commune de Bovigny. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
55. 922. Par pétition non datée,  
Plusieurs habitants de la commune de Zyngem exposent l'état dans lequel se trouve l'industrie linière et demandent l'exemption du droit de patente pour la classe ouvrière. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
56. 341. Par pétition datée de Bruxelles, le 9 mai 1844,  
Les sieurs Stache, Grosjean et Deut réclament l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement donne suite à leur demande relative à la suppression de lignes télégraphiques entre les villes du royaume. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
-